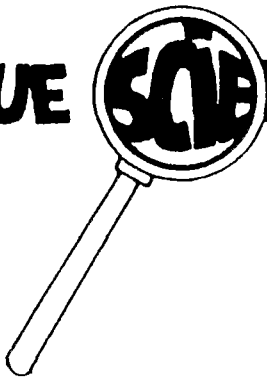


CHRONIQUE SCIENTIFIQUE



HISTOIRE SOCIALE ET DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE ORIENTALE : XIX^e-XX^e SIÈCLES (BUJUMBURA, 17-24 OCTOBRE 1989)

Sous les auspices du Département d'Histoire de l'Université de Bujumbura, et avec le soutien de diverses institutions nationales étrangères (françaises, américaines) et internationales (européenne, UNESCO), cette conférence a réuni quelque 80 participants et observateurs provenant de 18 pays africains, européens et nord-américains, pour la plupart historiens, auxquels avaient été associés des spécialistes d'autres sciences sociales proches.

Ouvrant les travaux, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique du Burundi avait attiré l'attention de son auditoire sur la nécessité d'œuvrer pour le renforcement de la coopération interuniversitaire et de la diffusion des produits de la recherche, car ceux-ci peuvent contribuer à renforcer la paix, l'unité et le développement dans toute la région.

Après s'être donné un bureau très international et très « historien » (à l'exception d'un anthropologue bien connu à *Polaf*), les participants ont entamé un long marathon de cinq jours pleins de débats, entre lesquels, quand même, une journée de découverte du pays et de ses hauts lieux historiques avait été prévue.

Les communications avaient été regroupées autour de trois thèmes aux frontières fragiles : pouvoir politique, échanges et transformations économiques, changements culturels et influences extérieures ; au total 51 rapports ont été présentés et discutés. Ils couvraient un champ très vaste et exprimaient nettement l'inéluctabilité d'une approche pluridisciplinaire de la recherche historique. Il fut beaucoup question des grands événements qui ont marqué l'histoire contemporaine entre la région des lacs, le Mozambique et l'océan Indien occidental, en particulier du point de vue de l'histoire économique (développement des échanges commerciaux, des voies de communication, crises de la production agricole), et de leurs conséquences sociales et démographiques (problèmes de main d'œuvre, de famine, de migrations...). Les modalités et les conséquences

de la pénétration des religions monothéistes (christianisme et islam) constituaient aussi une thématique incontournable propice à des discussions animées. Ainsi, allant de la micro-monographie ethnographique aux grandes fresques sur l'histoire de l'Afrique ou des relations interafricaines contemporaines, chacun put dire son mot, réagir, sinon s'indigner, et donc apprendre, et se rendre compte que si l'histoire s'approche toujours plus de la rigueur qui convient à une science, elle n'en devient pas pour autant frigide. Les problèmes méthodologiques ne furent pas en effet oubliés, d'autant que dès le premier jour, une contribution posait la question de savoir si l'école marxisante n'était pas elle-même devenue simple objet d'histoire.

Au terme des débats, il apparut possible de présenter un inventaire des domaines de recherche où les historiens devaient encore s'investir ; à vrai dire, l'inventaire était si vaste qu'il révèle que dans beaucoup de domaines, il y a encore beaucoup à rechercher. A cette fin, l'idéal d'un renforcement des échanges entre chercheurs par des rencontres, des publications communes fut une fois encore souligné, chacun gardant par devers lui ses incertitudes sur les possibilités concrètes de passer à l'acte. Il restera certainement de ces journées une publication qui, pour les participants, permettra de pallier les frustrations nées des caprices des photocopieuses, et qui permettra surtout à un large public d'en savoir presque autant que les congressistes réunis. La présence attentive d'étudiants avancés et de la presse locale montrait en effet qu'au delà du plaisir égoïste d'intellectuels, de telles rencontres répondent effectivement à une demande sociale ; encore faut-il que les participants sachent et puissent leur donner une suite, comme les y invitait le Vice-recteur de l'université dans son discours de clôture.

Dr M.C. Musambachime,

*Département d'Histoire,
Université de Zambie, Lusaka ;*

F. Constantin

CREPAO,

Université de Pau et des pays de l'Adour